



Centre Hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

**MARCHÉS PUBLICS DE
SERVICES**

Marché d'affacturage : Service de préfinancement de la T2A pour le Centre Hospitalier de Versailles

Passé selon la procédure
Appel d'offre ouvert (Article R2124-2 1° R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique).

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Consultation n° 2024MM21

SOMMAIRE

TITRE I - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	3
ARTICLE 1 - GENERALITES	3
ARTICLE 2 - REFERENCES LEGISLATIVES REGLEMENTAIRES & SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	3
ARTICLE 3 - MODALITES DE TRANSMISSION ET DE VERSEMENT DES CREANCES.....	3
ARTICLE 4 – REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE.....	5
ANNEXE 1 -	6

TITRE I - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

ARTICLE 1 - GENERALITES

La présente consultation est un marché public de services avec pour objet la mise en place d'un programme de préfinancement des recettes T2A au profit du Centre Hospitalier de Versailles.

Ce service permettra de financer par anticipation les créances du Centre Hospitalier de Versailles sur l'Assurance maladie :

- Le prestataire préfinance les créances détenues par le Centre Hospitalier de Versailles sur l'Assurance maladie au profit du Centre Hospitalier de Versailles, suivant les modalités et les délais figurant dans le présent CCTP et dans le contrat d'affacturage conclu entre le Centre Hospitalier de Versailles et le titulaire du marché.
- L'Assurance maladie règle directement au prestataire les créances détenues par le Centre Hospitalier de Versailles. Ces dernières sont donc transférées au prestataire suite au préfinancement susmentionné.

La rémunération du prestataire est assurée par le Centre Hospitalier de Versailles. Elle se décompose entre une commission de gestion et une commission de financement tel qu'en stipule le CCAP. Le détail des prix figure dans l'offre du prestataire.

ARTICLE 2 - REFERENCES LEGISLATIVES REGLEMENTAIRES & SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Le versement des recettes de T2A est encadré par l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié par les arrêtés du 25 mars 2016, du 5 mai 2017, du 17 avril 2018 et relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale.

Lien du texte : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000017985919&categorieLien=cid>

L'autorisation de recourir à l'affacturage est précisée dans le décret n°2019-903 du 29 août 2019 relatif au recours aux cessions de créances sur les produits de l'assurance maladie par les établissements publics de santé.

Lien du texte : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039001573&categorieLien=id>

Le prestataire intègre dans son offre la mise à disposition d'une plateforme informatique permettant la dématérialisation des flux d'information (transmission des créances, confirmation de paiement...) entre le Centre Hospitalier de Versailles et le prestataire. Cette plateforme devra être conforme aux impératifs de sécurité informatique.

ARTICLE 3 - MODALITES DE TRANSMISSION ET DE VERSEMENT DES CREANCES

3.1 MODALITES DE TRANSMISSION DES CREANCES ET DOCUMENTS AFFERENTS

Le Centre Hospitalier de Versailles établit à la fin du mois M+1 suivant la réalisation de l'activité des fichiers de transmission des données d'activité du mois M. Soit dans notre exemple figurant en **annexe 1**, une transmission des données d'activité du mois **M au 31/M+1**.

Le fichier de transmission des données est traité par l'Agence Technique pour l'Information Hospitalière (ATIH) et sa validation intervient dans les 5 jours ouvrés suivants, en l'espèce pour l'activité **du mois M, le 5 du mois M+2**.

Dès validation par l'ATIH, le Centre Hospitalier de Versailles transmet au prestataire l'arrêté de versement extrait de cette plateforme sous la forme d'une capture d'écran (fichier image) et d'un fichier Excel. Cette transmission vaut établissement de la créance sur l'Assurance maladie.

La transmission de cet extrait d'arrêté de versement validé par l'ATIH s'effectue par la plateforme informatique sécurisée mise à disposition par le prestataire. Le Centre Hospitalier de Versailles précise alors la part de la créance à préfinancer par le prestataire (possibilité d'une transmission partielle de la créance).

L'arrêté de versement précité est confirmé par un arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, généralement notifié le 15^{ème} jour du mois M+2. Dès réception, le Centre Hospitalier de Versailles transmet cet arrêté de l'ARS au prestataire par la plateforme informatique sécurisée prévue à cet effet par le prestataire.

L'Assurance maladie confirme ensuite le versement de la créance, confirmations qui sont transmises au Centre Hospitalier de Versailles vers le prestataire par la même plateforme que mentionnée supra.

Le prestataire précise dans son offre le périmètre des recettes T2A duquel procède le préfinancement (GHS, molécules onéreuses, AME...) ainsi que les exclusions éventuelles.

Le prestataire précisera dans son offre et dans le contrat d'affacturage le support juridique de la transmission des créances. Cette transmission devra être notifiée à l'Assurance maladie par le prestataire. L'Assurance maladie remboursera alors directement le prestataire. Toute transmission de créance est définitive.

Le prestataire précisera dans son offre l'application éventuelle d'un fonds de garantie. Si tel était le cas, le prestataire en précisera le montant et les modalités de rémunération.

3.2. MODALITES DE VERSEMENT DES CREANCES

Les règlements effectués par l'Assurance Maladie au titre de la créance du mois M se déroulent en 3 versements (article 8 de l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié) :

« I. - Les montants dus au titre de l'activité et de la consommation des spécialités pharmaceutiques et des produits et prestations d'un mois donné sont versés par la caisse mentionnée à l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale dans les conditions suivantes :

1° Le 15 du mois suivant le mois considéré ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date, la caisse effectue un premier versement au titre du mois considéré. Ce versement est égal à 25 % d'un douzième du montant mentionné au II du présent article ;

2° Le 20 du mois suivant le mois considéré ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date, la caisse effectue un second versement au titre du mois considéré. Ce versement est égal à 45 % d'un douzième du montant mentionné au II du présent article ;

3° Le 5 du troisième mois suivant le mois considéré ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date, la caisse procède au versement du solde, égal au montant notifié en application des dispositions de l'article 5 diminué du montant des versements mentionnés aux 1° et 2° du I du présent article. Lorsque le montant de ce solde est négatif, il peut minorer le montant du versement mentionné au 1° réalisé pour le même mois ou le montant des versements effectués en application de l'article 7 pour le même mois ou les mois suivants.

II. - Le montant pris en compte pour la détermination des versements mentionnés aux 1° et 2° du I est égal à la somme du montant des versements effectués à l'établissement au titre de la valorisation des données d'activités mentionnées à l'article 3 lors de l'exercice antérieur, à l'exception de celles mentionnées au 4° du I et aux 1°, 2° et 3° du III du même article. »

Les modalités de préfinancement attendues du prestataire sont les suivantes :

- A la date fixée dans le contrat d'affacturage (sur le mois M), le prestataire verse à l'établissement un acompte du douzième de la T2A de l'année précédente dont le taux devra être précisé dans l'offre du prestataire.
- Le lendemain de la transmission de l'arrêté de versement extrait de l'ATIH (ePMSI), le prestataire verse le solde égal à la différence entre le « montant de l'activité calculé » et l'acompte. Ce versement intervient donc en fin de mois M+1 dans un délai ne pouvant excéder un jour ouvré bancaire à partir de la transmission.

Le plafond des cessions ne pourra pas excéder 45 jours de valorisation des produits pouvant faire l'objet d'affacturage (produits dus par l'Assurance maladie au titre de la valorisation de l'activité).

Le prestataire règle le montant des créances transférées par le Centre Hospitalier de Versailles sur leur compte bancaire ouvert près de la Banque de France.

Ce règlement est effectué auprès du comptable public assignataire du CHV dont les coordonnées figurent en annexe du CCAP.

Le règlement des créances est effectué par virement sans frais.

ARTICLE 4 - REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE

4.1 REFERENT DU TITULAIRE

Lors de la remise de son offre, le titulaire désigne un référent et son suppléant en cas d'empêchement, qui le représentent vis- pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Ces personnes doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

REFERENT (par défaut, représentant du titulaire) OU (possibilité de dupliquer ces paragraphes pour tout personnel assurant une fonction précise nécessaire

Le référent pour la présente mission est désigné en la personne de

.....
.....

En cas d'impossibilité à assurer la présente mission jusqu'à la fin de la durée du marché, le suppléant au référent est désigné en la personne de

.....
.....
.....

4.2 MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION

4.2.1. Remplacement a l'initiative du titulaire

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique désignée ci-dessus qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci qui n'est pas de son fait.

Le changement de personne est annoncé immédiatement au Centre Hospitalier de Versailles par ce changement.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par l'établissement partie concerné.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut à l'établissement partie concerné. Il établit pour cela un procès-verbal dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement »

4.2.2 Remplacement à l'initiative d'un établissement partie

Dans les cas d'insuffisance avérée d'une des personnes désignées en application de l'article 10.1. Un établissement partie peut demander au titulaire le remplacement de la personne concernée.

Dans ce cas, le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé est soumis à l'approbation de l'établissement partie dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement »

4.2.3 Procédure de remplacement

Le titulaire avise immédiatement l'établissement partie concerné, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sous forme de *curriculum vitae* détaillé, accompagné des copies des diplômes obtenus dont le remplaçant se prévaut, à l'établissement partie concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut à l'établissement partie concerné. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

ANNEXE 1

Annexe 1 : processus d'établissement de la créance envers l'assurance maladie

Exemple : activité du mois **juin 2024**

1- Transmission des données à l'ATIH le 30 juillet 2024

2- 2- Validation des données le 31 juillet 2024

Pour le détail : cf. fichier Excel joint (2024MM21 Annexe 2 au CCTP)

3- Notification par l'ARS de l'arrêté du 19 août 2024 n°DOS 2024/ 3511

Cf. arrêté en pièce jointe (2024MM21 Annexe 3 CCTP-CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES-MCO)

4- Versement du solde le 20 août 2024